

La facture sociale de Cofinoga

Le plan de sauvegarde de l'emploi prévoit un total de 397 suppressions de postes à Mérignac auxquelles il faut déduire 29 créations.



2 200 personnes sont employées à Mérignac (Guillaume Bonnaud)

Vendredi, 10 h 15, sur le site de LaSer Cofinoga. À l'heure où s'ouvre à Paris le comité central d'entreprise (CCE) du groupe, la CGT tente localement de lancer la mobilisation. Elle a appelé le personnel à participer à un débrayage d'une heure. **2 200 personnes sont employées à Mérignac**. La sono du camion crache « L'Internationale ». Sous une tente appartenant à la Ville de Mérignac, les délégués syndicaux ont préparé leurs tracts. Télévisions, radios et médias de la presse écrite se tiennent prêts. Il ne manque plus que les salariés.

Informés par SMS

Portable vissé à l'oreille, Ludovic Hinck cache mal son inquiétude. Quelques jours plus tôt, la CFDT, syndicat majoritaire, a conseillé à ses troupes de rester au chaud le temps du débrayage. « **Trahison** », peste Jean-Louis Gayon, délégué CGT. « Je ne suis pas d'un naturel craintif mais j'espère qu'on sera plus de douze pour battre le record de Dassault en 2000 », glisse Ludovic Hinck, délégué syndical central CGT. Sachant que la mayonnaise avait fini par prendre.

10 h 30. Les salariés de LaSer Cofinoga arrivent par dizaines. Au plus fort de la matinée, **150 à 200 personnes** font cercle autour des organisateurs. La CGT respire ; elle a su mobiliser au-delà de ses rangs.

En contact téléphonique avec une représentante syndicale présente à Paris, Ludovic Hinck livre à la foule les bribes d'infos qui lui parviennent en direct du CCE. Les premiers SMS sont décevants. Rien sur la nature ni le nombre d'emplois réellement menacés.

Dehors, Corinne Versini, secrétaire générale de l'Union Départementale CGT de Gironde, et Philippe Lozano, de la Sogerma, redoublent d'énergie pour stigmatiser la responsabilité sociale de la BNP Paribas. Ils invitent les salariés et les autres organisations syndicales à durcir la lutte. Le groupe communiste de Mérignac s'est déplacé : « Pas question de laisser filer un emploi. »

11 h 20. Surprise. Les premiers chiffres commencent à tomber. La CGT annonce dans un premier temps 377 suppressions de postes à Mérignac. C'est la consternation. L'émotion submerge quelques visages de salariés. « **Nous sommes plombés... Il va falloir se battre** », lâche Virginie, employée dans la boîte depuis dix ans. Titularisée en 2009 au service du recouvrement, Céline craint pour son avenir. « Je fais partie des dernières personnes arrivées. » Mère de famille, un crédit de maison sur le dos, « c'est l'angoisse ».

462 postes en France

Une heure plus tard, la CFDT rectifie le tir par la voix de Lionel Azougalhi, également porte-parole de l'intersyndicale CFDT-CFTC-SNB/CFE-CGC. Il communiquera les mêmes données une heure plus tard devant une délégation d'élus conduite par Vincent Feltesse, président de la CUB, et Michel Sainte-Marie, député-maire de Mérignac et Gérard Chausset (EELV).

Le plan de sauvegarde de l'emploi tel qu'il est envisagé va se traduire dans le détail par la suppression de 462 postes, dont 397 à Mérignac, 44 à Paris, deux à Jurançon (64) et 19 en agences.

Parallèlement, **29 nouveaux postes vont être créés à Mérignac (service clientèle)**. Ainsi, le solde net pour la ville de l'agglomération s'établit à 368 postes supprimés.

De la même façon, les secteurs frappés, annoncés au départ par la CGT, ont été corrigés en cours de journée. « Les fonctions supports vont particulièrement souffrir. C'est-à-dire tout ce qui est périphérique à la production, aux centres d'appels qui s'occupent de la vente et de la relation aux clients », détaille Lionel Azougalhi. Plus précisément, les pertes s'appliqueront aux services supports de gestion, de comptabilité, du marketing opérationnel, de la DSI...

À noter que la filiale LaSer Loyalty, spécialisée dans la fidélisation des clients, sera impactée à Paris à hauteur d'une quarantaine de postes.

Une phase de négociation s'ouvrira prochainement dans le cadre du PSE. Elle démarrera le 31 janvier, pour une durée minimum de 75 jours. La direction a d'ores et déjà annoncé qu'elle repositionnerait 40 postes au sein de Personal Finance (ex Cetelem), sur la rive droite de Bordeaux. Cinquante autres seront proposés en

reclassement dans le groupe des Galeries Lafayette. Enfin, il y en aura 20 à l'international et une dizaine affectés à l'enseigne LaSer, dans toute la France. « Toutefois, la direction nous a indiqué qu'elle était ouverte à la négociation sur les volumes de postes », a souligné le porte-parole de l'intersyndicale. Aux organisations et aux élus de peser le plus possible pour limiter la casse.